



Communiqué de presse
Paris, le 15 octobre 2024

Congrès annuel Culture Viande : Les entreprises françaises des viandes à bout de souffle

A l'occasion de son Congrès annuel, Culture Viande pose un constat sans appel : **quelles que soient les filières, les entreprises françaises des viandes de boucherie sont à bout de souffle. Selon l'Observatoire de Formation des Prix et Marges, pour la première fois, le RCAI (Résultat Courant Avant Impôts) est négatif de -0,9% pour la filière bovine et de -1,7% concernant la filière porcine. Nous sommes à la croisée des chemins : avoir les moyens de produire, en France, de la viande de qualité avec des capacités de production renouvelées ou dépendre des importations.**

UNE PRODUCTION EN CHUTE LIBRE

La Ferme France a perdu entre 2016 et 2023, 2,6 millions de têtes, soit une baisse de 13,2 % de ses effectifs bovins¹. La filière porcine est également concernée avec un cheptel qui a perdu 3,2 millions de porcs entre 2012 et 2022, soit une baisse de 20% en une décennie². Cette décapitalisation massive, constatée pour l'ensemble des filières, a pour conséquence **une réduction continue des niveaux d'abattage** avec une forte baisse entre 2022 et 2023³ : -4,1% pour les gros bovins, -8% pour l'ovin et -4,9% concernant le porc.

Des chiffres alarmants pour notre souveraineté alimentaire : **la France est devenue importatrice nette de viande bovine**, présentant un taux d'autosuffisance de seulement 90%. **Même tendance pour le porc**, pour lequel notre taux d'auto-alimentation est désormais déficitaire (99,3 % en juin 2024)⁴.

DES COÛTS DE PRODUCTION EN AUGMENTATION EXPONENTIELLE

Face à cette décapitalisation, le prix des animaux a connu une forte hausse. En 2023, le prix moyen annuel de la carcasse de vache a augmenté de 37% en deux ans⁵. Le cours moyen du porc a lui aussi subi une augmentation importante avec une augmentation du prix au cadran de 41% entre 2019 et 2023.

Les entreprises d'abattage et de découpe doivent également faire face à une augmentation des charges industrielles – notamment l'électricité et les emballages. Les charges des entreprises de l'industrie agroalimentaire **ont augmenté de 27% entre 2022 et 2023**⁶.

UNE EVOLUTION DE LA CONSOMMATION MARQUEE PAR L'IMPORTATION

Cette augmentation des coûts de production a impacté les prix aux consommateurs, dans un contexte globalement inflationniste, entraînant une **baisse de la consommation des viandes de boucherie (-3,7% en 2023)**⁷. Les modalités de consommation de viande ont également évolué. Ainsi, cette dernière se fait désormais largement en **RHD** (24% des volumes de viande bovine gagnants 4 points en 2022 par rapport à 2017). Or, ce débouché est **fortement utilisateur de produits importés** (55% en 2022 pour la viande de bœuf). A noter également qu'en **GMS**, le consommateur se tourne vers le haché et les produits élaborés (+3% en 2023) ainsi que plats préparés (+7% en 2023). Pour ces derniers, la part de viande importée est relativement importante (33%).

¹ Agreste, *Production bovine en France : la baisse se confirme en 2023*, synthèses conjoncturelles, juillet 2024, n°428.

² Site Internet Uniporc, onglet statistiques

³ Idete, janvier 2024.

⁴ Agreste, d'après Eurostat.

⁵ « Vache modèle » de FranceAgriMer : augmentation de 15 cts €/ kg en 2023 après le record enregistré de 1,21 % en 2022.

⁶ INSEE Indices des prix de production de l'industrie manufacturière française pour le marché français 30/04/2024.

⁷ Agreste, *Baisse de la consommation de viande en France en 2023*, Synthèse conjoncturelles, juin 2024, n°424.

METTRE FIN A L'INFLATION NORMATIVE : L'APPEL AUX POUVOIRS PUBLICS

Culture Viande plaide pour la fin de l'inflation normative et la surtransposition française. **Les entreprises du secteur ont besoin de stabilité normative et de règles similaires à celles de de leurs concurrents.** Les entreprises du secteur sont appelées depuis de trop nombreuses années à devoir s'adapter à de nouvelles obligations, toujours plus importantes et qui sont parfois totalement disproportionnées par rapport aux objectifs recherchés. Nous demandons aux pouvoirs publics de stopper cette spirale contreproductive et frein majeur à notre compétitivité par rapport aux produits importés.

CULTURE VIANDE TIRE LA SONNETTE D'ALARME : LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE FRANCAISE EN QUESTION

Face à cette réalité, Culture Viande appelle à agir collectivement pour assurer l'avenir d'un secteur essentiel au maintien de la souveraineté alimentaire et agricole française.

« Soutenir l'industrie des viandes, c'est conforter notre élevage ! Si l'aval de la filière a besoin de l'amont, l'inverse est également vrai. Nous avons tous intérêt à trouver des solutions d'avenir pour tous les maillons de la filière ! C'est ainsi que nous pourrons assurer une production française et notre souveraineté alimentaire ! » explique Yves FANTOU, Président du syndicat. **« La marge des entreprises des viandes ne peut continuer d'être la variable d'ajustement. Nous devons, à chaque maillon de la filière, regagner en compétitivité afin de pouvoir répondre aux attentes des consommateurs. A défaut, ce seront les produits importés qui auront définitivement la part belle ».**

« Nous devons collectivement – acteurs de la filières et pouvoirs publics – être vigilants à avoir une production en adéquation avec la demande » ajoute Yves FANTOU. *La montée en gamme, appelée notamment de ses vœux par les pouvoirs publics, ne doit se faire qu'en s'assurant de l'adhésion des consommateurs ».*

LA VIANDE, UN ESSENTIEL SANTE & PLAISIR

Le secteur a pourtant des atouts certains qui ont fait l'objet des échanges de cette matinée de réflexion. La viande est indispensable à l'être humain en particulier chez les enfants, les adolescents, les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les personnes âgées. Elle est surtout, au-delà de l'aliment, un facteur de plaisir, de partage et de convivialité tout aussi bénéfique et nécessaire à l'être humain.

Contact Presse : Vanessa IBARLUCEA - Tél. : 07 84 38 62 32

Culture Viande fédère près de 275 entreprises exerçant leurs activités dans les métiers de l'abattage-découpe-préparation et commerce en gros des viandes, bovine, porcine, ovine, caprine, équine et des produits tripiers. Elles emploient plus de 30 000 salariés, pour un chiffre d'affaires global de 14 Mds €.